

TERRITOIRES ET URBANISATION EN AFRIQUE DU SUD

Atlas et base de données géo-historique

Cédérom bilingue anglais/français

par Frédéric Giraut

Professeur, Université de Genève

Chercheur associé UMR Pacte/Territoires & IRD UR Devloc

frederic.giraut@unige.ch

Céline Vacchiani-Marcuzzo

Maître de conférences

Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) – EA 2076 Habiter

UMR Géographie-cités

vacchiani@parisgeo.cnrs.fr

Stéphanie Guislain

IRD – Secteur cartographie

Stephanie.guislain@ird.fr

Ce cédérom est l'édition commentée d'une base de données géoréférencées pour un siècle de suivi démographique et administratif de l'ensemble des localités, villes et territoires sud-africains. La base DYSTURB compile, harmonise et met en relation dans le temps, d'une part l'ensemble des cartes politiques, administratives et fonctionnelles des districts, provinces et aires urbaines, et d'autre part les données démographiques et administratives concernant l'ensemble des localités sud-africaines depuis 1911. Au total, ce sont plus de 20 000 localités géoréférencées du recensement de 2001 qui sont ainsi mises en perspective spatio-temporelle à travers les périodes post-coloniales, d'apartheid et de post-apartheid. DYSTURB a une triple vocation d'outil et d'analyse pour l'archéologie spatiale et territoriale, la démographie historique, et les dynamiques urbaines, ce dont témoignent les séries de cartes commentées et réalisées pour ce cédérom.

1 Introduction

L'Afrique du Sud, première puissance économique du continent, est peuplée de près de 50 millions d'habitants urbanisés à plus de 60% en 2008. Elle dispose d'un réseau ancien de métropoles, de villes et de localités. Celles-ci se sont développées et hiérarchisées dans le cadre d'une histoire du peuplement et de sa distribution, marquée par la colonisation, la ségrégation, l'industrialisation et la mondialisation. Dans le contexte sud-africain, de remarquables séries statistiques concernant la distribution de la population sont disponibles depuis le début du XX^e siècle. La compilation et la présentation de ces données se sont donc effectuées dans des contextes postcoloniaux successifs très particuliers : celui de l'Union – encore très colonia-

le dans sa nature – des ex-colonies britanniques et des républiques boers dans un premier temps, puis celui du régime d'apartheid dans un deuxième temps et enfin celui de la nouvelle Afrique du Sud post-apartheid. Ces différentes périodes ont donné lieu à la création et au remaniement de catégories sociales et de cadres spatiaux relevant d'ingénieries territoriales, sociales et politiques ségréгатives auxquelles les données statistiques et leur traitement étaient subordonnés jusqu'à la fin de l'apartheid et les réformes territoriales visant à abolir les régimes juridiques ségréгатifs et à réaffirmer l'inscription du pays et de ses métropoles dans la mondialisation.

C'est donc un siècle d'histoire de la distribution du peuplement, de l'urbanisation et des ingénieries

territoriales sud-africaines que, depuis 1911, la compilation et la mise en correspondance des localités de recensement permettent de retracer. La base de données DYSTURB présente sur le CD-Rom et les séries de cartes commentées qui en sont issues réalisent cette synthèse géo-historique. En effet, la base compile, harmonise, géoréférence et met en relation dans le temps, d'une part l'ensemble des cartes politiques et administratives des districts, des aires urbaines et des localités, et d'autre part les chiffres de population concernant l'ensemble des localités sud-africaines, urbaines ou rurales, depuis 1911. De plus, elle détermine les périmètres et la constitution des entités urbaines pour chaque recensement, ceci sur des bases fonctionnelles au-delà des divisions administratives et des définitions officielles.

Les séries de données démographiques et administratives par localité peuvent donc être traitées sur la longue durée et réagrégées dans les cadres spatiaux fonctionnels et administratifs constants, actuels ou anciens¹. C'est l'ensemble de l'archéologie spatiale et territoriale de l'Afrique du Sud dans la diversité de ses modalités que ce travail a permis d'appréhender. La base de données géo-historique commentée DYSTURB est complémentaire et compatible avec les systèmes d'informations géographiques proposés par *Statistics South Africa* (<http://www.statssa.gov.za/>) pour chacun des deux derniers recensements (qui donnent accès à l'ensemble des données du recensement par localités subdivisées en *enumeration areas*) ; ainsi qu'avec le SIG municipal *SA Explorer* (développé par le *South African Municipal Demarcation Board* : www.saexplorer.org.za) qui permet d'accéder à des

données socio-économiques pour les nouvelles municipalités.

1.1 Le défi des catégories changeantes

Aux problèmes classiques de changements de frontières et de dénominations se sont greffés, tout au long du XX^e siècle, des changements de catégories et des distinctions de statuts pour des entités de même nature. Paradoxalement, les distinctions introduites entre les individus sur des bases raciales et d'origine, sur lesquelles s'est fondé l'ordre politique raciste jusqu'à la fin de l'apartheid, posent peu de problèmes de suivi statistique. En effet, introduites sous la colonisation, ces distinctions se sont maintenues et se sont même perfectionnées et rigidifiées durant la période d'apartheid. Dans le cadre des recensements, ces distinctions ont ainsi été utilisées de manière assez permanente avec, cependant, des changements de dénominations. Notons le problème de la sous-évaluation de la population noire durant la politique de « grand apartheid » qui culmine au recensement de 1985, non retenu dans la base ici proposée pour des questions de fiabilité des données.

Beaucoup plus inconstants sont les cadres spatiaux, dans lesquels ont été compilés les recensements. En effet, l'exercice de dénombrement s'est effectué dans des cadres hétérogènes avec des modifications importantes introduites non seulement dans les délimitations et le nombre des entités jusque dans les années 1970, mais aussi dans leur nature et leur statut. Une périodisation est nécessaire pour rendre compte des changements majeurs : périodisation qui repose sur la triple césure de la

1 Elle s'apparente à différentes réalisations qui constituent des références en matière de bases de données spatio-temporelles permettant le suivi des localités et territoires sur des séries de recensements :

- la base « Egipte » développée par le CEDEJ (H. Bayoumi, E. Denis et F. Moriconi-Ebrard) pour un siècle de recensements égyptiens (1882-1996) et disponible sur CD-Rom

(http://www.cedj.org.eg/rubrique.php3?id_rubrique=61) ;

- le Great Britain Historical Geographical Information System (GBHGIS) développé par l'Université de Portsmouth (<http://www.port.ac.uk/research/gbhgis/>) qui, comme DYSTURB, propose la compilation et la mise en relation des cartes administratives et de recensement successives par localités et districts ;

- le China Historical GIS sur le site de Harvard University, Faculty of Arts and Sciences : (<http://www.fas.harvard.edu/~chgis/>) . Il s'agit d'un projet encore plus étendu car descendant à une échelle plus fine et intégrant des données spatiales, environnementales et socio-économiques hors de celles des recensements ;

- « L'Europe des populations » qui comprend 130 000 unités spatiales (communes ou équivalents) pour l'ensemble de l'Europe : Moriconi-Ebrard F., Hubert J.-P., Strauch G.-A., Cohen R., 2007, *Europe des Populations Version 2*, Cédérom Arctique, Tours, 2007, (nouvelle édition mise à jour et augmentée) (www.arctique.com) ;

- la base Africapolis « Formes et dynamiques de l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, 1950-2020 : approche géo-statistique », réalisée en 2008 pour l'AFD par le laboratoire SEDET sous la direction scientifique d'Éric Denis et de François Moriconi-Ebrard ;

- le NHGIS (National Historical Geographic Information System), mis en place par l'Université du Minnesota : il s'agit d'un projet de mise à disposition de l'ensemble des données des recensements de la population américaine de 1790 à 2000 dans des cadres spatiaux du plus fin (census tract si disponible, sinon les comtés (counties)) jusqu'aux États mais aussi de l'ensemble des fonds cartographiques associés. Ces données sont accessibles sous divers formats depuis mars 2007, après cinq ans de travail. <http://www.nhgis.org/>.

mise en place de l'apartheid (fin des années 1940, début des années 1950), de celle du « grand apartheid » (début des années 1970) et de la fin de l'apartheid (milieu des années 1990). En effet, l'apartheid et, notamment, le *Group Areas Act*², apparaît fondamental pour la systématisation de la ségrégation urbaine et la différenciation des quartiers et des localités sur des bases raciales. À une autre échelle, le « grand apartheid » a créé, parallèlement aux quatre provinces coloniales historiques, les *homelands* avec leurs propres districts constitués sur une base ethnique. En outre, c'est la période durant laquelle les localités urbaines prises en compte pour le dénombrement sont beaucoup plus nombreuses avec, notamment, l'apparition des *townships* distincts des localités blanches. Enfin, depuis la fin de l'apartheid, on a assisté à une refonte complète des cadres spatiaux de référence et de compilation des données statistiques. Les provinces (depuis 1994), les districts et les municipalités de base (depuis 2000) constituent des maillages exhaustifs du territoire, qui associent systématiquement des espaces relevant des anciens *homelands* et des espaces non municipalisés à ceux des anciennes provinces et des anciennes municipalités. Par ailleurs, les localités rassemblent la totalité de la population indépendamment de la distinction entre l'urbain et le rural.

En ce qui concerne l'urbanisation et son suivi, l'Afrique du Sud pose un véritable défi assez unique. Ce défi repose d'une part sur la pratique puis l'héritage de la séparation physique des quartiers avec des zones tampons qui introduisent des discontinuités morphologiques au sein des agglomérations, et d'autre part sur la pratique d'une urbanisation déplacée ou projetée au-delà des limites des anciens bantoustans, qui pose la question de la nature et de l'appartenance d'agglomérations isolées mais dépendantes.

1.2 Les trois objectifs scientifiques de DYSTURB

Ainsi constituée la base de données DYSTURB sert principalement trois objectifs et domaines scientifiques.

1.2.1 Démographie historique et mise en perspective des cadres spatiaux contemporains

La base autorise des traitements inédits de données démographiques et administratives par localité sur un siècle. Les données peuvent être agrégées dans les cadres spatiaux fonctionnels et administratifs constants, actuels ou anciens. Ceci autorise de nombreux travaux de démographie historique³ et de mises en perspectives de données sur la longue durée et à différentes échelles : de l'échelle locale des villages et quartiers à l'échelle nationale en passant par les échelles intermédiaires des districts et municipalités, et des provinces et ex-bantoustans. Les travaux de démographie historique apparaissent fondamentaux dans un contexte de mise en place et de remaniements récents du peuplement sur fond de colonisation, d'urbanisation, de pratiques migratoires et de déplacements autoritaires de population, puis d'ouverture des déplacements.

1.2.2 Observatoire de l'archéologie spatiale et territoriale

On sait que la systématisation des opérations de recensement et les classifications sociales et spatiales sur lesquelles elles s'appuient sont constitutives d'un projet national de contrôle dans les colonies de peuplement, cela a été notamment montré et étudié pour les États-Unis (Hannah 2000). Plus généralement, la géographie politique explore et utilise dans cette perspective les travaux de Michel Foucault sur la gouvernementalité et ses technologies (2004 a et b) pour travailler sur la mise en œuvre de « géo-pouvoirs »⁴ (Toal 1996 ; Rose-Redwood 2006). Dans le cas de l'Afrique du Sud, ce processus a été marqué par des ruptures et des évolutions notables dans les catégorisations spatiales utilisées, révélatrices des systèmes politiques et des technologies de gouvernements successifs.

La base de données recense la succession des découpages, des dénominations et des statuts des lieux et des aires à toutes les échelles, ceci pour les périodes postcoloniales, d'apartheid, de « grand apartheid » et post-apartheid, chacune marquée par une intense et originale activité d'ingénierie territoriale pour la gestion et l'exploitation des espaces à des fins colonisatrices, ségrégatives et de cohésion.

2 *Group Areas Act*, 1950 : loi qui impose aux autorités locales l'attribution de quartiers séparés aux différents groupes raciaux et l'élimination de tout quartier mixte.

3 Voir A. J. Christopher (1976, 1994, 2001) pour ses travaux pionniers menés à l'échelle du territoire national et des principales agglomérations.

4 G. Toal (1996) définit le « géo-pouvoir » comme « le fonctionnement de l'information géographique, non comme d'innocents apprentissages et connaissances, mais comme un ensemble de technologies du pouvoir en lien avec la production et la gestion gouvernementales des territoires » (« *the functioning of geographical knowledge not as an innocent body of knowledge and learning but as an ensemble of technologies of power concerned with the governmental production and management of territorial space* »).

DYSTURB permet l'étude de la succession des pratiques de découpage et d'affectation des espaces dans leurs principes généraux et leurs déclinaisons selon les échelles, les milieux, les héritages et les opportunités. Au-delà de tendances générales assez bien connues, il est possible d'identifier la diversité des modalités d'application. Des exceptions révélées peuvent également prendre du sens par des rapprochements avec d'autres situations. Enfin, la question des statuts des localités, des quartiers et de leurs dénominations, c'est-à-dire de la toponymie qui est aujourd'hui d'actualité en Afrique du Sud, peut être éclairée par les créations et changements de noms dans les recensements compilés dans cette base, ceci à titre monographique ou tendanciel.

1.2.3 Étude des dynamiques urbaines sur le temps long

La base de données propose un suivi sur le long terme des entités urbaines, de leur mise en place à travers l'avancée des vagues successives de front pionnier, de la croissance de leur population au xxe siècle, mais aussi de l'évolution des périmètres urbains morphologiques et fonctionnels pour chaque recensement. La base permet ainsi de relier l'ensemble des localités concernées. Elle offre donc la possibilité de travailler sur les agglomérations urbaines sud-africaines indépendamment des définitions officielles de chaque période. La base de données de la population des entités urbaines n'échappe pas aux difficultés que posent les sources statistiques en Afrique du Sud. Mais elle permet d'affiner la définition de la ville sud-africaine, conçue comme entité géographique, en ne la réduisant pas à une simple définition juridique ou statistique.

2 Composition et structuration de la base de données SIG DYSTURB

2.1 Origine des données

2.1.1 Les recensements sud-africains

Les recensements généraux officiels de la population sud-africaine ont été réalisés par les organismes officiels successifs (prédécesseurs de l'actuel *Statistics South Africa*) pour les années : 1904 (au niveau des districts et des provinces, pas de données pour les localités) ; 1911, 1921, 1936, 1951, 1960, 1970, 1980, 1985, 1991, 1996 ; 2001. Trois recensements ont été éliminés de la base de données géoréférencées, ceci pour des questions de fiabilité des données (1985), de données partielles (1904 et 1985) ou de difficultés à établir le suivi longitudinal des localités (1996). Ainsi, ce sont neuf recensements avec des écarts intercensitaires d'environ dix ans, qui constituent les fondements de cette base de

données géoréférencées avec suivi longitudinal sur un siècle des localités, agglomérations urbaines et territoires sud-africains. Lorsque les données démographiques sont proposées selon une double comptabilité *de jure* et *de facto*, il a toujours été préféré le dénombrement *de facto*, plus proche de la réalité de la distribution de la population.

2.1.2 Les sources complémentaires (recensements et rapports sur les *homelands*)

Pour l'année 1991, les données concernant les *homelands* « indépendants » du Bophuthatswana, Ciskei, Transkei et Venda (TBVC) proviennent des organismes statistiques officiels de ces *homelands*. Par ailleurs, plusieurs études (Graff 1986 ; HRC 1992, Mac Carthy et Bernstein 1998, Malant et Hattingh 1976) ont été utilisées pour les *ex-homelands* et les *townships*, notamment pour l'identification des agglomérations.

Enfin, les rapports produits par *Statistics South Africa*, par le *South African Institute of Race Relations* et par l'*Urban Foundation* constituent des sources importantes sur les questions de ségrégation socio-spatiale et d'habitat, qui ont conditionné la distribution de la population sud-africaine à différentes échelles.

2.1.3 Les données administratives et politiques (gazettes, dictionnaires toponymiques)

Concernant les données administratives et politiques (années et modalités de création et de modification des *magisterial districts* et des chefs-lieux), les bulletins officiels (*Official Government or Provincial Gazettes*) recensant les décrets, lois et *ordonnances* (*acts, regulations and proclamations*) ont été consultés à partir des indications du *Juta's index to the South African government and provincial gazettes*. Concernant les dénominations des localités et leurs années de création et d'obtention des statuts de gouvernement local (municipalité et différents conseils de gestion locale), la source principale a été Raper (2004).

2.2 Les localités (places) : entités de base de DYSTURB

2.2.1 Définition d'une localité de recensement en Afrique du Sud au cours du XX^e siècle

Les localités retenues dans les recensements ont connu des changements notables dans leur nombre, leurs dénominations et leurs statuts. La base DYSTURB permet de réaliser un suivi des localités en établissant systématiquement les correspondances malgré les changements de nom et de statut. Précisons tout d'abord que, jusqu'en 1991, les locali-

tés retenues dans les recensements correspondent au milieu urbain officiel, c'est-à-dire que la liste officielle des localités est élaborée en fonction du statut des localités, lui-même en lien avec l'origine de la localité et sa composition raciale plus qu'avec sa dimension. L'existence d'un conseil de gouvernement local était le critère de définition jusqu'en 1970.

Localités avec gouvernement local :

A : *Municipalities* (dont *Boroughs* au Natal et *Town and City Councils* au Transvaal);

B : *Village Management Board* dans les provinces du Cap et de l'Orange Free State ; *Village Councils* au Transvaal ; *Town Boards* au Natal ;

C : *Health Committees* au Natal et au Transvaal ; *Local Boards* au Cap

D : *Local Areas* au Cap et au Transvaal; *Public Health Areas* au Natal.

Le tableau annexe sur le CD-Rom intitulé « Statut administratif et fonction des localités » donne pour toutes les localités chefs-lieux et/ou dotées d'un statut de gouvernement local, même élémentaire (non urbain), leurs dates de création et d'obtention des fonctions et ce jusqu'en 2000. Un certain nombre de localités disparaissent sur la période, il s'agit de villages de colons ou de centres missionnaires, d'abord identifiés comme des localités à part entière, qui ont connu un déclin de leur population d'origine européenne (cas de certains centres de mission) ou ont été inclus dans une municipalité voisine ou dans une banlieue plus étendue. Parmi les nouvelles localités qui apparaissent, il s'agit, avant 1970, de villages ou de banlieues dont la croissance de la population d'origine européenne se traduit par l'obtention d'un statut de gouvernement local et donc de qualité urbaine pour les recensements. La croissance du nombre de localités urbaines est ainsi très importante entre 1936 et 1951 (de 492 à 722, soit un accroissement de près de 50 %).

Les recensements permettent, en outre, d'identifier un certain nombre de localités qui n'ont pas un statut officiel de localité urbaine, mais qui sont reprises dans la base DYSTURB. En effet, des listes de *towns*, *villages and rural settlements* accompagnent les premiers recensements (1911 et 1921). De plus, jusqu'en 1960, on donne dans les recensements des listes de banlieues (*suburbs*) qui ne sont pas des localités urbaines mais des décompositions des principales aires métropolitaines. Enfin, des tableaux rétrospectifs permettent parfois d'avoir

accès aux données d'une localité apparue ultérieurement. Dans la base DYSTURB, nous identifions de telles localités (non officielles au sens statistique qui ne reconnaît que les localités urbaines) comme des *settlements*. Leur population est également incluse dans le total rural du district d'appartenance qui regroupe l'ensemble des populations hors localités urbaines.

À partir de 1980, sont également considérées comme localités officielles de recensement (*urban places*), les principaux *townships* noirs, métis et indiens des villes, non dotés de conseils élus mais reconnus comme localités urbaines. Il ne s'agit nullement d'une concession démocratique du régime de l'apartheid, mais d'une comptabilité des localités urbaines noires susceptibles de faire l'objet de déplacements forcés vers les *homelands* dans le cadre du « grand apartheid ». Ainsi, ce sont 146 *townships* (souvent de villes secondaires) qui apparaissent dans le recensement de 1980, d'abord sous la dénomination classique de SD/BT associée au nom de la ville, puis dotés dans la foulée de nouveaux noms africains (voir *infra*).

En 1991, deux *homelands* « indépendants », le Bophuthatswana et le Transkei, procèdent dans leur recensement à un décompte exhaustif des localités, autrement dit l'ensemble de la population de chaque district est rattaché à une localité. Il n'y a donc plus pour ces *homelands* une catégorie rurale indifférenciée qui regroupe l'ensemble de la population ne relevant pas d'une localité urbaine. Ce phénomène est annonciateur des pratiques post-apartheid en vigueur dans le recensement de 1996, pour lequel un maillage exhaustif en plus de 12 000 localités est utilisé, et dans celui de 2001 où 2 674 localités (*main places*) sont déterminées et précisément délimitées, se décomposant en 15 966 *subplaces*. En effet, la nouvelle organisation administrative, le nouveau maillage du territoire, orchestrée par le *Municipal Demarcation Board*, repose sur sept échelons géographiques différents. Ces nouveaux découpages constituent un « pavage » complet du territoire sud-africain (fig. 1).

Les correspondances entre les localités de 1991 ou avant et celles de 2001 ont d'abord été systématiquement recherchées au niveau des *subplaces*, puis pour les localités restantes au niveau des *main places*. Sur près de 4000 localités (3923) recensées en 1991 ou avant⁵, environ 1430 sont présentes dans la base, mais elles n'ont pas de correspondance avec une *place* ou *subplace* de 2001 et ne sont donc pas

5 Certaines ont une existence éphémère dans les recensements et apparaissent pour un ou quelques recensements, puis disparaissent avant le recensement de 1991.

géoréférencées. Il s'agit pour l'essentiel (1306 sur 1430) de localités recensées dans le Transkei et le Bophuthatswana uniquement en 1991.

2.2.2 La question des changements de noms

Comme dans toute base de données historique, le suivi des entités de base (ici les localités) et de leurs cadres de rattachement (ici les districts) est confronté aux changements de noms. Ceux-ci peuvent être liés aux changements de transcription ou, dans le cas de bi ou multilinguisme, au privilège accordé à l'une ou l'autre langue selon les périodes, voire à l'usage d'une double toponymie. Enfin, des changements de nom d'ordre politique peuvent intervenir à la suite de changements de régime (ici l'apartheid) et de la volonté d'effacer certaines références historiques du régime aboli, de restaurer une mémoire occultée ou de célébrer la mémoire de la lutte (Giraut *et al.* 2008).

Dans le cas de l'Afrique du Sud, les changements de nom sont nombreux pendant la période couverte par DYSTURB. Le tableau annexe sur le CD-Rom consacré aux changements de nom de localités et de districts recense l'ensemble de ces changements. Si les questions de transcription sont à l'origine de la plupart des modifications qui interviennent jusqu'en 1951, les questions de traduction des noms propres en anglais ou en afrikaans sont déjà présentes avant l'avènement du régime d'apartheid. Les oppositions entre communautés afrikaner et anglophone peuvent s'incarner en effet dans la toponymie. Franschhoek (« Le coin des Français », par référence aux réfugiés huguenots qui avaient quitté leur pays, suite à la révocation de l'Édit de Nantes) a ainsi été partiellement anglicisé dans les recensements de 1921 et 1936 sous la forme de French Hoek. Mais, la période d'apartheid va se traduire par l'affirmation du bilinguisme toponymique au profit de l'afrikaans. Du recensement de 1951 à celui de 1991, nombre de localités (y compris au Natal) et de *magisterial districts* vont avoir une double appellation par une traduction presque systématique des *Bay* (*baai* en afrikaans), *North*, *South*, *East* et *West* (*Noord*, *Suid*, *Oos* et *Wes*), *Road* (*Weg*) et parfois des *River* (*Rivier*) ou *Town* (*Stad*). Les quartiers de mineurs prennent également la double appellation (*Mine Compound* et *Myn Kampong*). Plus spécifiquement, Prince Albert est traduit en Prins Albert pour disposer d'un double nom tandis que Franschhoek s'impose sous sa seule forme afrikaner.

La toponymie d'origine bantoue, avec la mise en place de l'apartheid et notamment de la politique de « grand apartheid », devient le lieu d'un subtil jeu entre le pouvoir et ses objectifs d'un côté, les subversions par l'usage de l'autre. Le régime d'apartheid urbain est héritier d'une toponymie de quartiers africains (créés durant la période coloniale puis celle de l'Union sous la dénomination de *location*), relativement composite. Les *locations* peuvent être sans nom officiel ou dotées de noms d'origine européenne : Alexandra, Lamontville, ou africaine Langa, KwaMashu⁶. À partir de là, le régime d'apartheid imposera d'abord le plus souvent une toponymie « neutre » (en fait une « non-toponymie » ou une toponymie *a minima*) aux *townships* qu'il construit dans le cadre du *Group Areas Act* de 1950⁷. Le toponyme officiel, tel qu'il apparaît dans les recensements de la population à partir de 1980 avec la création de 146 nouvelles localités de type *township*, est souvent constitué du nom de la cité suivi de la mention BT (*black township*) ou SD (*swart dorpsegebied*). Dans le recensement de 1985 avec la systématisation de la politique de « grand apartheid », les *townships* reconnus dans le recensement sont systématiquement dotés de noms africains : allonymes ou noms officiels le plus souvent. 122 changements ont lieu dans le recensement de 1985, suivis de 23 enregistrés dans le recensement de 1991. On note d'ailleurs un certain tâtonnement dans cette opération, puisqu'en moins de dix ans dans l'Orange Free State certains *townships* sont dotés de deux noms africains successifs (par exemple, Ventersburg SD/BT devient Tswelagpele puis Mnamhabane).

2.3 Utilisation des bases de données constitutives de DYSTURB

2.3.1 La base des localités et territoires

Le modèle de la base de données DYSTURB a été conçu dans le but de permettre les études transversales et longitudinales des situations des localités, agglomérations et territoires sud-africains, ainsi que de leurs populations (fig. 1 et 2).

- Étude transversale

Nous avons la possibilité d'étudier la situation et la population des localités et des *magisterial districts* (les deux unités statistiques observables sur toute la période 1911-2001)⁸ à une date précise de recensement. Les fichiers annuels concernent une année et

6 KwaMashu est en fait la forme zouloue d'une référence à un notable de la colonie du Natal : Sir Marshall, le toponyme signifie donc « le lieu de Marshall ».

7 Le fameux acronyme de SOWETO pour South West Townships (un complexe de *townships* au sud-ouest de Johannesburg) illustre cette toponymie fonctionnaliste et anglaise, et l'un des rares cas d'appellation africaine Gugulethu au Cap, célèbre « Notre fierté » -celle des planificateurs plus que des populations.

8 Les unités statistiques de base sont les localités et les *magisterial districts*. Cependant en 2001, les localités peuvent

sont composés de plusieurs feuilles : une par type d'unités statistiques et une de métadonnées (PL + année, MD + année, metadata). Dans les feuilles « MD » (pour *magisterial district*), chaque *magisterial district* est muni d'un identifiant unique par année. Cet identifiant est composé des lettres « MD », de la date de référence et d'un numéro d'ordre (non significatif) ; exemple : *MD91_128* pour le MD d'Inanda en 1991. Suivent ensuite le nom du *magisterial district* dans son orthographe à la date de référence et une série de données concernant la composition de sa population (population détaillée par catégorie). De même, dans les feuilles « PL » (pour *place*), chaque localité possède un identifiant unique par année. Celui-ci est composé du code du MD d'appartenance suivi des lettres « PL » et d'un numéro d'ordre ; exemple : *MD91_128_PL_1090* pour la localité de Redcliffe dans le *magisterial district* d'Inanda. Suivent ensuite le nom de la localité dans son orthographe à la date de référence et une série de données concernant la composition de sa population. Le code du MD d'appartenance est également présent. Cette codification évite toute confusion entre les années, entre type d'unités statistiques et entre unités statistiques d'un même type. N'importe quelle unité peut toujours être restituée dans son contexte géographique et temporel.

- Étude longitudinale

L'autre aspect de la base est sa constitution dans un but d'étude temporelle. Un des buts majeurs était de pouvoir suivre l'évolution des territoires et localités sud-africains. Nous avons assuré une correspondance dans le temps des unités statistiques pour permettre l'exploitation de la base dans ce sens. Chaque localité et chaque *magisterial district* disposent, à toutes les dates, d'un code unique dans le temps qui permet leur suivi. Le fichier « dictionnaire » permet de connaître pour une localité ou un *magisterial district* les différents codes qu'il a eus au cours du temps. Cela permet à partir de n'importe quelle année de retrouver une localité à n'importe quelle autre année si celle-ci y est recensée.

2.3.2 La base « Agglomérations urbaines »

La base de données sur les villes mise en place par Céline Vacchiani-Marcuzzo (base CVM) repose sur une définition morpho-fonctionnelle de l'agglomération (association ville blanche et *townships* non blancs durant la période d'apartheid, prise en compte des migrations pendulaires). Elle a,

comme source principale, les recensements de la population et s'inscrit sur le long terme (1911-2001). Des tableaux d'informations (format Excel) ont été construits afin de permettre le suivi et la visualisation de la croissance urbaine tout au long du XX^e siècle. Chaque agglomération est caractérisée par sa population totale et par sa composition en localités. Dans le fichier des agglomérations, la table « population agglomération » comporte les champs suivants : le code de l'agglomération, code unique dans le temps qui correspond au code de 2001 de la localité principale ; population totale par année de référence. Si l'on souhaite suivre la population d'une agglomération particulière (longitudinal), il suffit de la sélectionner dans cette feuille et si l'on souhaite avoir une photographie de l'urbanisation à une date précise, on sélectionne les agglomérations ayant une population à cette date. Un autre fichier excel (*compo_agglos1911_2001.xls*) permet d'avoir la composition en localités de chaque agglomération à chaque date (avec le code localité de 2001).

2.3.3 La base « Génération de villes »

Cette base (fig. 1 et 2) indique la période d'apparition en tant qu'agglomérations urbaines des localités. Ces agglomérations urbaines sont caractérisées par leur code qui correspond à une localité en 2001 (quelques-unes n'ont pas pu être géocodées), le nom de la ville et la période d'apparition (date et code numérique) (fig.3).

2.4 Les fonds de carte

Outre le niveau des provinces et *homelands* qui sont des agrégations de districts, deux niveaux principaux sont systématiquement cartographiés pour chacune des dates de recensement et constituent des jeux de fonds de carte. Il s'agit des *magisterial districts* (entités surfaciques) et des localités (*places*), entités ponctuelles jusqu'en 1991 et surfaciques pour 2001.

2.4.1 Les *magisterial districts*

Précisons tout d'abord que si le *districting* utilisé à des fins de recensement est celui des *magisterial districts* jusqu'en 2001, les *census districts* effectifs anticipent parfois de quelques années sur la proclamation officielle de nouveaux *magisterial districts*. Autrement dit, certains *census districts* utilisés lors d'un recensement ne deviennent des *magisterial districts* que durant la période intercensitaire qui fait

correspondre à des *subplaces* ou à des *main places* composées de *subplaces*. Les *main places* et les *subplaces* se distinguent par l'extension de leur code numérique : 5 chiffres pour les *main*, 8 pour les *sub*. De plus, les localités ne s'inscrivent plus strictement dans les *magisterial districts*, mais composent les nouvelles municipalités. Cependant, nous leur avons affecté le code du *magisterial district* qui les englobe le plus. Nous indiquons par ailleurs le code de la municipalité et mettons à disposition les nouveaux découpages en vigueur depuis 2000.

suite à ce recensement. Seul le recensement de 1970 a isolé des subdivisions ethniques de *magisterial districts* (notamment au Natal) qui ont été largement mais pas systématiquement entérinées comme nouveaux districts par la suite.

Techniquement, il a fallu acquérir le plus grand nombre de fonds disponibles sur les maillages aux différentes périodes, puis sélectionner les plus compatibles en termes de projection et de qualité. À la suite de quoi, un choix a été opéré au profit des fonds des recensements de 2001 et 1996 sur lesquels sont adaptés les autres fonds. Nous disposons pour 1991 d'un fond de carte numérique à un autre niveau de généralisation. Les fonds antérieurs ont été créés à partir des cartes papiers pour les années 1911, 1960, 1970, et 1980 en s'assurant que les localités se trouvaient bien du bon côté des limites. Pour les années 1921, 1936 et 1951, n'ayant aucun support pour vérifier l'exactitude des limites des *magisterial districts*, le contrôle s'est fait à partir des informations textuelles que nous avons sur les changements administratifs, ainsi que par une vérification de la situation des localités. Ainsi, ces limites seront moins précises que celles des autres années. Il est tout à fait possible d'effectuer des traitements d'analyse spatiale sur ces fonds. De plus, les objets géographiques des fichiers MD possèdent un code commun avec les unités statistiques des fichiers attributaires, il est ainsi possible de cartographier les données des recensements de 1911 à 2001.

2.4.2 Les localités

Pour 2001, il est possible de relier toutes les localités de la base attributaire aux fichiers SIG. Nous avons ensuite relié manuellement (en nous basant sur la proximité orthographique et l'appartenance aux *magisterial districts*) le maximum de localités présentes antérieurement à celles de 2001. Ne pouvant présager de leurs emprises spatiales et de leurs évolutions entre 1911 et 2001, il nous a paru préférable de n'utiliser que le centre des localités pour les dates autres que 2001. Ces fichiers servent aussi à la représentation des agglomérations et à celle de leur date d'arrivée. Le fond de carte des nouvelles municipalités, utilisé par Stats SA conjointement avec celui des *magisterial districts* pour le recensement de 2001, est également disponible. Il permet d'établir les appartenances municipales des localités et des districts et assure une continuité avec les autres SIG qui n'utilisent plus que le fond municipal, tel que SA Explorer, le SIG développé par le *Municipal Demarcation Board*.

Tous les fichiers de DYSTURB sont utilisables dans les principaux SIG, la plupart sont au format Shp pour Arcgis ESRI© et quelques-uns sont aussi disponibles au format Mid/Mif pour MapInfo©. Ces fonds sont accompagnés d'un fichier de projection (.prj) détaillant les paramètres de projection et de référentiel utilisés (système géodésique : « WGS_1984 », système de projection : « Alber's Equal Area Projection »).

3 Un atlas interactif pour valoriser la base de données

L'atlas issu de la base de données est divisé en cinq thèmes : le maillage administratif, les localités, l'évolution de la population, les générations de villes sur le long terme et l'urbanisation au XX^e siècle. Chacun de ces thèmes est organisé autour d'une ou plusieurs séries de cartes animées, accompagnées d'un commentaire, de photos et de documents annexes. Les données spatio-temporelles, chronologiques et continues de la base de données DYSTURB, nous ont permis d'élaborer des cartes animées pertinentes qui mettent en évidence les évolutions territoriales et démographiques de l'Afrique du Sud.

La base de données réalisée sous ArcGis peut être utilisée de manière experte à partir des fichiers fournis sur le Cdrom ou de manière simplifiée à partir de l'atlas interactif complétant la base et la notice. La notice, en anglais et en français, est fournie sous forme de fichiers au format pdf. Seule la version anglaise est imprimée sous forme de livret joint au CD.

4 Conclusion

Sur un siècle de recensements sud-africains le nombre des localités et des districts a considérablement augmenté par création et subdivision. Ce phénomène reflète la croissance et la diffusion de la population, l'augmentation des densités et l'apparition de nouveaux centres de peuplement. Par ailleurs, les agglomérations urbaines se sont développées par création, croissance démographique, extension morphologique et incorporation de localités périphériques.

Le suivi des localités, des territoires et des villes dans le temps a nécessité une mise en correspondance des entités spatiales utilisées lors des recensements successifs et une recomposition des agglomérations aux différentes périodes. C'est aussi à travers les changements de nom, de statuts et de limites des unités territoriales qu'il a fallu établir les correspondances. Ce travail exhaustif nécessaire au

traitement diachronique des données de recensements relève de la géographie historique, de la géographie politique et de la géographie urbaine, spécialités des auteurs de cette base. Les développements scientifiques potentiels sont nombreux notamment dans le champ de la démographie historique et de l'étude des modalités de l'urbanisation. C'est la connaissance de la genèse et de l'évolution de chaque ville et territoire sud-africains, qui est également enrichie par la possibilité de restituer les étapes et les avatars de leur constitution à la fois morphologique et fonctionnelle ou institutionnelle. En ce sens DYSTURB rejoint la famille encore réduite des bases de données géo-historiques (spatio-temporelles) nationales qui assurent un suivi et une mise en correspondance des localités et des municipalités sur la longue durée.

D'ores et déjà, la réalisation de DYSTURB a permis de spécifier et de modéliser les différentes modalités et techniques d'ingénieries territoriale et urbaine des périodes coloniales, d'apartheid et de post-apartheid. En termes de recensement des populations et de traitement des lieux, ces périodes ont été marquées successivement par la systématisation de principes sélectifs et ségrégatifs, puis par

la reconnaissance et l'incorporation de tous les lieux de peuplement. De nouveaux développements sont attendus maintenant que cette base est disponible pour les chercheurs et, au-delà, pour les praticiens du développement territorial ou urbain qui souhaitent mettre en perspective historique et spatiale leur projet ou leur action.

DYSTURB est donc le moyen d'un double défi scientifique et opérationnel. Elle permet de s'affranchir des changements de catégories pour suivre la dynamique du peuplement et de l'urbanisation sur un siècle et en même temps de mieux comprendre les ruptures et les modifications intervenues dans la désignation et la définition des lieux. Elle invite à réaliser une géopolitique historique du gouvernement des territoires, des populations et des villes sud-africaines qui ont fait l'objet de technologies territoriales de contrôle, particulièrement raffinées. La réévaluation des parties les plus dominées et les plus dissimulées des agglomérations et des territoires sud-africains n'est pas le moindre de ses apports et contribue ainsi à une réflexion plus générale sur les formes de la métropolisation et de la fragmentation métropolitaine.

Bibliographie

ALLANIC B., 2003, « Living in the country – from dumping grounds to attractive residential settlements », dans Antheaume B., Giraut F., Maharaj B. (dir.), *Territorial restructurings, comparisons and innovations. Proceedings of the French-South African meeting on territorial innovation*. En ligne sur le site de l'UMR PACTE-Territoire <http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/programmes/Innovation/introduction.htm>

ANTHEAUME B. (éd.), 1999, « L'Afrique du Sud : recompositions territoriales, problèmes identitaires, migrations de populations et réseaux », *L'Espace géographique*, n° 2.

ANTHEAUME B., GIRAUT F., MAHARAJ B. (éd.), 2003, *Territorial restructurings, comparisons and innovations: proceedings of the French-South African meeting on territorial innovation*. <http://iga.ujf-grenoble.fr/territoires/programmes/Innovation/introduction.htm>

BAIROCH P., BATOU J., CHEVRE P., 1988, *La population des villes européennes de 800 à 1950, banque de données et analyse sommaire des résultats*, Genève, Droz. (Publications du Centre d'histoire économique internationale de l'Université de Genève ; vol. 2).

BEAVON K. S. O., 1992, « The Post-Apartheid City : Hopes, Possibilities and Harsh Realities », dans Smith D. M. (dir.), *The Apartheid City and Beyond : Urbanisation and Social Change in South Africa*, London, Routledge.

BECKER C. M., HAMER A. M., MORRISON A. R., 1994, *Beyond Urban Bias in Africa, Urbanization in an Era of Structural Adjustment*, London, James Currey.

BERRY B. J. L., 1964, "Cities as systems within systems of cities", *Papers of the Regional Science Association*, 13, p.147-163.

BOURNE L. B., SINCLAIR R., DZIEWONSKI K. (dir), 1984, *Urbanization and Settlement Systems*, Oxford, Oxford University Press.

BRETAGNOLLE A., PUMAIN D., VACCHIANI-MARCUZZO C., 2007, «Les formes des systèmes de villes dans le monde», dans Mattei M.F., Pumain D. (dir.), *Données urbaines*, Paris, Anthropos-Economica, p. 301-314.

- BRUNET, R.**, 1997, « La ZPIU est morte, vive le ZAU », *Mappemonde*, n°3, p.18-21, <http://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M397/Brunet.pdf>.
- CAMERON R. G.** (ed.), 1999, *The democratisation of South African local government : a tale of three cities*, Pretoria.
- CHRISTOPHER A. J.**, 1976, *Southern Africa*, Folkestone, Dawson, 292 p. (Studies in historical geography).
- CHRISTOPHER A. J.**, 1994, *The Atlas of Apartheid*, London, Routledge. (Nouvelle édition en 2001 puis en 2003, sous le titre *Atlas of Changing South Africa*).
- CILLIERS S. P., GROENEWALD C. J.**, 1982, *Urban Growth in South Africa 1936-2000, a demographic review*, Research Unit for Sociology of development, University of Stellenbosch.
- COQUERY-VIDROVITCH C.**, 1993, « La ville coloniale, lieu de colonisation et métissage culturel », *Afrique contemporaine*, n° spécial, p. 11-22.
- DAVIES R. J.**, 1967, "The South African Urban Hierarchy", *The South African Geographical Journal*, vol. 49, p. 9-19.
- DAVIES R. J.**, 1972, *The Urban Geography of South Africa*, Durban, University of Natal, Institute for Social Research.
- DAVIES R. J.**, 1981, "The Spatial Formation of the South African City", *GeoJournal*, supplementary vol., n° 2, p. 59-72.
- DAVIES R. J., COOK G. P. C.**, 1968, "Reappraisal of the South African Urban Hierarchy", *The South African Geographical Journal*, vol. 50, p. 116-132.
- DUTOIT M., ONESTA P. A.**, 1971, "A Note on Central Place Theory and its Possible Use in Regional Planning in South Africa", *Journal for Geography*, vol. 3, n° 9, p. 893-895.
- FAIR J. T. D.**, 1965, "The Core-Periphery Concept and Population Growth in South Africa, 1911-1960", *The South African Geographical Journal*, vol. 47, p. 59-71.
- FOUCAULT M.**, 2004 a , *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard.
- FOUCAULT M.**, 2004, *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard.
- FOX R.**, 1995, « Regional proposals : their constitutional and geographical significance », dans A. Lemon (ed.), *The geography of change in South Africa*, p.19-41.
- FREUND B.**, 2007, *The African City: a History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GERVAIS-LAMBONY P.**, 2003, *Territoires citadins, 4 villes africaines*, Paris, Belin.
- GERVAIS-LAMBONY P.**, 2002, « Les enjeux d'une politique de redéfinition territoriale: la création de l'aire métropolitaine d'Ekurhuleni (Afrique du Sud) », *Autrepart*, 21, p.27-41.
- GERVAIS-LAMBONY P.** (éd.), 1998, « L'Afrique du Sud recomposée », *Géographie et culture*, n° 28.
- GERVAIS-LAMBONY M.-A.**, 1996, « Découpage régional, pouvoirs provinciaux, pouvoir central », dans *La nouvelle Afrique du Sud*, Hérodote 82, p. 61-78.
- GERVAIS-LAMBONY P, GUILLAUME B.**, 1999, « Odi-Moretele : « urbanisation déplacée » et réintégration territoriale en Afrique du Sud », dans B. Antheaume (ed.), *L'Afrique du Sud : recompositions territoriales, problèmes identitaires, migrations de populations et réseaux*, *L'Espace géographique*, n° 2, p.159-169
- GERVAIS-LAMBONY P.**, 1997, *L'Afrique du Sud et les États voisins*, Paris, Armand Colin, 244 p.
- GERVAIS-LAMBONY P., JAGLIN S., MABIN A.** (dir.), 1999, *La question urbaine en Afrique australe, perspectives de recherche*, Johannesburg, Paris, IFAS-Karthala.
- GEYER H. S.**, 2003, "Differential Urbanisation in South Africa A Further Exploration", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 94, n° 1, p. 89-99.

- GEYER H. S.** (dir.), 2002, *International Handbook of urban systems*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing.
- GEYER H. S., KONTULY T. M.** (dir.), 1996, *Differential Urbanization, integrating spatial models*, London, Arnold.
- GEYER M., ORKIN M., LEHOLA P., KAHIMBAARA J.**, 2000, "Revisiting the South African magisterial districts of 1999", *Development Southern Africa*, 17 (2), p. 263-276.
- GIRAUT F.**, 2005, *Fabriquer des territoires : utopies, modèles et projets*, Paris, HDR Université de Panthéon-Sorbonne.
- GIRAUT F., GUYOT S., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M.**, 2008, « Enjeux de mots : les changements toponymiques sud-africains », *L'Espace géographique*, n° 2, p. 131-150.
- GIRAUT F., GUYOT S., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M.**, 2005, « La nature, les territoires et le politique en Afrique du Sud », *Annales HSS*, 60 (4), p. 695-717.
- GIRAUT F., GUYOT S., HOUSSAY-HOLZSCHUCH M.**, 2004, « Les aires protégées dans les recompositions territoriales africaines », *L'Information géographique*, n° 4, p. 340-368.
- GIRAUT F., MAHARAJ B.**, 2003, "Contested terrains : cities and towns in post-apartheid boundaries delimitations", *Geojournal*, 57 (1/2), p. 15-27.
- GIRAUT F., ISMAIL R.**, 2002, *Beyond the demarcation the population ; or the inverse ? Building a time based GIS on population and demarcation in South Africa* : communication au séminaire du programme FAC Codesria, Richard's Bay, Université du KwaZulu. septembre 2001.
- GRAAF J. F.**, 1986, *The present state of urbanisation in the South African Homelands and some future scenario's*, University of Stellenbosch-Dpt of Sociology Occasional paper 11.
- GUÉROIS M., PAULUS F.**, 2002, « Commune centre, agglomération, aire urbaine : quelle pertinence pour l'étude des villes », *Cybergeo*, n° 212, 18 p.
<http://www.cybergeo.eu/docannexe/file/3491/212revu.pdf>.
- GUYOT S., SEETHAL C.**, 2007, "Identity of place, places of identities: Change of Place names in Post-Apartheid South Africa", *South African Geographical Journal*, vol. 89, n° 1, p. 55-63.
- HANNAH M. G.**, 2000, *Governmentality and the Mastery of Territory in Nineteenth-Century America*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HOUSSAY-HOLZSCHUCH M.**, 1996, *Mythologies territoriales en Afrique du Sud, un essai de géographie culturelle*, Paris, Éditions du CNRS, Espaces et Milieux.
- HRC (Human Rights Commission)**, 1992, *The two South Africas : a people's geography*, Johannesburg, HRC, 32 p. et 16 cartes.
- JENKINS E. R.**, 2007, *Falling into Place: The Story of Modern South African Place Names*, Cape Town, David Philip Publisher.
- JENKINS E. R., RAPER P. E., MÖLLER L. A.**, 1996, *Changing Place Names*, Durban, Indicator Press.
- KHOSA M. M., MUTHIEN Y. G.** (ed.), 1998, *Regionalism in the new South Africa*, Pretoria, Ashgate Publishing Cy.
- KHOSA M. M., MUTHIEN Y. G.**, 1997, "The expert, the public and the politician : Drawing South Africa's new provincial boundaries", *South African Geographical Journal*, 79 (1), p. 1-12.
- LEMON A.** (dir.), 1991, *Homes apart: South Africa's segregated cities*, London, Chapman Bloomington, 237 p.
- LEMON A., COOK G. P.**, 1994, "South Africa", dans Tarver J. D. (dir.), *Urbanization in Africa, a handbook*, London, Greenwood Press, p. 315-341.
- LESTER A.**, 1998, *From Colonization to Democracy : A new historical Geography of South Africa*, London, I.B. Tauris Publishers.

- MABIN A.**, 1999, "The Urban World Through a South African Prism", dans Beauregard R., Body-Gendrot S. (dir.), *The Urban Moment, Cosmopolitan Essays on the late-20th-Century City*, Thousand Oaks, SAGE, Urban Affairs Annual Reviews, vol. 49.
- MABIN A. S.**, 1972, "Some aspects of the spatial structure of the South African administrative system", *South African Geographical Journal*, 54, p. 124-132.
- MAC CARTHY J., BERNSTEIN A.**, 1998, *South Africa's « Discarded people » : Survival, adaptation and current challenges*, Johannesburg, CDE, 36 p. (CDE Research. Policy in the Making ; 9).
- MAGER A. K.**, 1999, *Gender and the making of a South African Bantustan : A social history of the Ciskei, 1945-1959*, Portsmouth, Heinemann.
- MAHARAJ B., NARSIAH S.**, 2005, « La nouvelle géographie régionale de l'Afrique du Sud post-apartheid », dans Antheaume B. et Giraut F. (éd.), *Le territoire est mort, Vive les territoires !*, Paris, IRD Editions, p. 79-107.
- MAHARAJ B.**, 1997, « The politics of local government restructuring and Apartheid transformation in South Africa », *Journal of Contemporary African Studies*, 15 (2), p. 261-285.
- MALAN T., HATTINGH P. S.**, 1976, *Black Homelands in South Africa*, Pretoria, Africa Institute of South Africa, 255 p.
- MAMDANI M.**, 1996, *Citizen and Subject : Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton University Press.
- MBEMBE A.**, 2000, "At the Edge of the World : Boundaries, Territoriality and Sovereignty in Africa", *Public Culture*, 12 (1), p. 259-284.
- MORICONI-EBRARD F.**, 1994, *Geopolis, pour comparer les villes du monde*, Paris, Anthropos.
- MORICONI-EBRARD F.**, 1993, *L'urbanisation du monde*, Paris, Anthropos.
- NARSIAH S., MAHARAJ B.**, 1997, "The Creation of « Real » Spaces : Regions and Regionalism in the New South Africa", *Space and Polity*, 2 (1). p. 225-248.
- NARSIAH S., MAHARAJ B.**, 1999, "Borders of Dissent in South Africa : The Bushbuckridge Saga", *Transformation*, 40, p. 36-54.
- PARNELL S. et alii.** (ed), 2002, *Democratising Local Government: the South African Experiment*, Cape Town, UCT Press.
- PARNELL S.**, 1997, "South African Cities: Perspectives from the Ivory Tower of Urban Studies", *Urban Studies*, vol. 34, p. 891-906.
- PLATZKY L., WALKER C.**, 1985, *The Surplus People : Forced Removals in South Africa*, Johannesburg, Ravan.
- POLUNIC J.**, 1998, « Kwazulu, Natal, Kwazulu-Natal : identités ou identité d'une nouvelle province sud-africaine ? », *Géographie et culture*, 28, p. 15-29.
- PUMAIN D.**, 1982, *La dynamique des villes*, Paris, Economica, 231 p.
- RAMUTSINDELA M., DONALDSON R.** (ed), 2001, "The Imprint of Bantustans and Transformation", *The South African Geographical Journal*, vol. 83, n° 1.
- RAMUTSINDELA M.**, 2001, *Unfrozen Ground : South Africa's Contested Spaces*, Aldershot, Ashgate.
- RAMUTSINDELA M.**, 1998, "The changing meanings of South Africa's internal boundaries", *Area*, 30 (4), p. 291-299.
- RAPER P. E.**, 2004, *New Dictionary of South African Place Names*, Johannesburg, Jonathan Ball Publishers, 421 p.
- RENNES J. M.** (dir.), 1999, *La recherche sur la ville en Afrique du Sud* (Anthropos ; 252).
- ROSE-REDWOOD R. S.**, 2006, "Governmentality, Geography, and the Geo-Coded World", *Progress in Human Geography*, vol. 30, n° 4, p. 469-486.

SADIE J. L., 1993, *A projection of the South African population 1991-2001*, Pretoria, Bureau for Market Research, UNISA.
SADIE J. L., 1988, *A reconstruction and projection of demographic movements in the RSA and TBVC countries*, Pretoria, Bureau of Market Research, UNISA.

SADIE J. L., 1973, *Projections of the South African population, 1970-2020*, Johannesburg, Industrial Development Corporation of South Africa.

SCHMIDT B., 1996, *Creating order : Culture as Politics in 19th and 20th Century South Africa*, Nijmegen, University of Nijmegen.

SIMKINS C. E. W., 1983, *Four Essays on the past, present and possible future of the distribution of the black population of South Africa*, Southern Africa Labour and Development Research Unit.

SIMKINS C. E. W., 1986, *Patterns of Urbanisation in South Africa : Past, Present and Possible Future*, University of Cape Town (Economics Learning Resource n° 7).

SOUTH AFRICAN CITIES NETWORK, 2006 et 2004, *State of the Cities Report*.

SOUTHALL R., 1983, *South Africa's Transkei : the political economy of an « independant » Bantustan*, New York, Monthly Review Press.

STATISTICS SOUTH AFRICA, 2001, *Investigation into appropriate definitions of urban and rural areas for South Africa; Discussion Document*.

STICKLER P.J., 1990, "Invisible towns: a case study in the Cartography of South Africa", *GeoJournal*, 22 (3), p. 329-333.

TOAL G., 1996, *Critical geopolitics: the politics of writing global space*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

URBAN FOUNDATION, 1990, *Population Trends : demographic projections model*, Braamfontein.

URBAN FOUNDATION, 1994, *Urban debate 2010 : policies for a new urban future : population trends*, Johannesburg.

VACCHIANI-MARCUZZO C., 2008, « Quelle place pour le Cap dans la mondialisation ? Stratégies spatiales des IDE et dynamique urbaine », dans Dubresson A., Jaglin S. (éd.), *Le Cap après l'apartheid, gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Paris, Karthala.

VACCHIANI-MARCUZZO C., 2005, *Mondialisation et système de villes : les entreprises étrangères et l'évolution des agglomérations sud-africaines* (Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

VACCHIANI-MARCUZZO C., 2004, « Le deuxième recensement de la population de l'Afrique du Sud post-apartheid : l'urbanisation cernée, l'informel masqué », *Cybergeo*, n° 276.

Organisation Hiérarchique Du Découpage Territorial Sud-africain en 2001

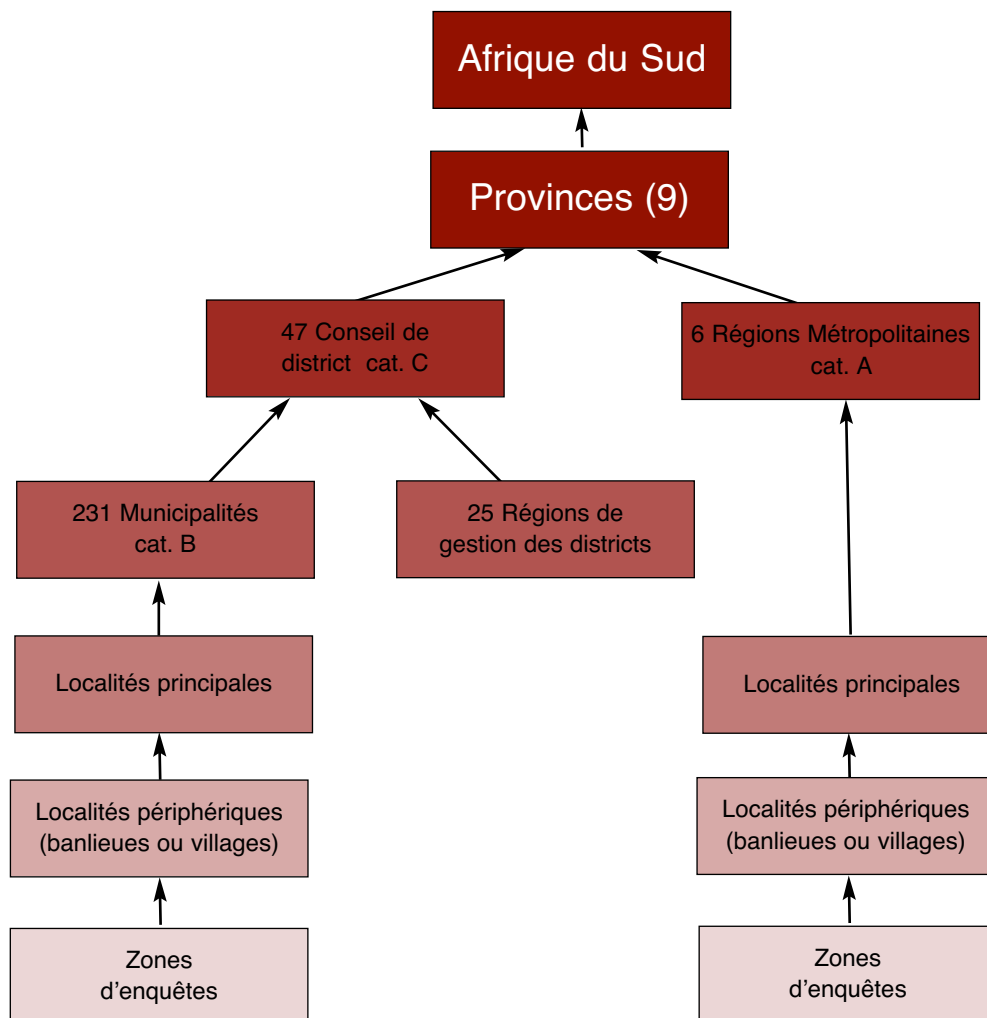
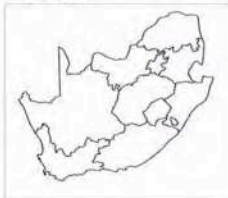


Figure 1 : Organisation hiérarchique du découpage territorial sud-africain

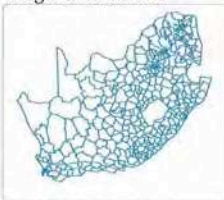
Territoires

Limites administratives et localités
À chaque date : une carte et une table
pour chaque niveau administratif

Provinces



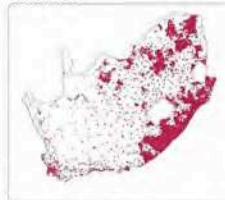
Magisterial districts



Municipalités (2001)



Localités



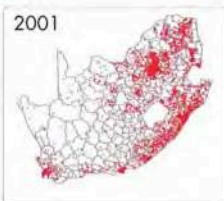
- 1 - Suivi des limites administratives
- 2 - Hiérarchie des limites territoriales
- 3 - Suivi de chaque localité rurale ou urbaine

Contenu de la table

(provinces, magisterial districts, localités)

- Code
- Nom
- Population
- Statut légal et administratif
- Date de création
- Code niveau supérieur
- Code recensement précédent
- Changement entre deux dates (statut, nom)
- Code Agglo.
- Notices

Évolution de la répartition de la population



Urbanisation

Cartes des villes selon la date de leur création

1652-1806



1835-1870



Après 1960



Une carte et une table
par date de création

Cartes de l'urbanisation au 20^e siècle



Une carte et une table de population
des agglomérations urbaines

Contenu de la table

- Code Agglo.
- Nom Agglo.
- Population de l'agglomération par date

Évolution des composantes de l'agglomération urbaine

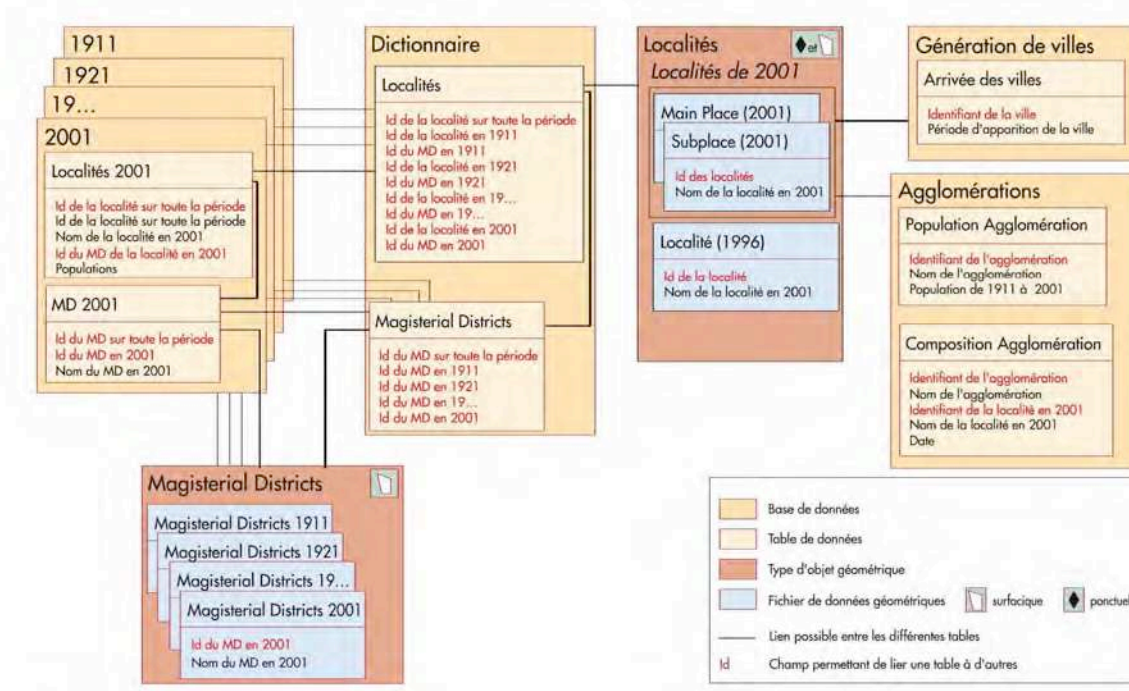


Une carte et une table de l'évolution
des composantes de l'agglomération urbaine

Contenu de la table

- Code Agglo.
- Nom Agglo.
- Code Composante
- Nom Composante
- Statut Admin. Composante
- Population Composante

Figure 2 : Organisation générale de la base de données



Source : T. GIRAUD, 2007.

Figure 3 : Schéma d'organisation de la base de données

L'interface graphique de l'atlas DYSTURB présente les informations suivantes :

- Navigation :** Les générations de villes sur le long terme, L'urbanisation au XX^{ème} siècle, Le maillage administratif, L'évolution de la population, Les localités.
- Titre et Contexte :** Les districts* de recensement. Pour consulter la carte, cliquer sur les années ou sur la boucle pour déclencher l'animation.
- Années de la carte :** 1911, 1921, 1936, 1951, 1960, 1970, 1980, 1991, 2001.
- Carte :** Carte de l'Afrique du Sud montrant le maillage administratif et les districts de recensement en 1911. Les limites de district et de province sont indiquées.
- Texte descriptif :**
 - Le maillage administratif :** Origine et évolution des districts administratifs et de recensement.
 - Origines et dynamique d'une carte administrative hétérogène :** volution du maillage en magisterial et census districts.
 - Cinq types de districts pour une carte administrative hétérogène :** Les deux séries de cartes permettent d'appréhender la dynamique de création des districts et l'établissement progressif d'une carte administrative qui, à l'issue des périodes coloniales et d'apartheid, apparaît profondément hétérogène. En effet, cinq types de créations aux temporalités différentes, et dont certaines sont simultanées, expliquent les logiques politiques et administratives successives d'encadrement du territoire et de décompte des populations. Les trois premiers types génétiques de districts sont fondés sur le principe du maillage homogène et régulier de la juridiction à partir d'un centre sur le modèle du magisterial district polarisé qui associe une ville et ses campagnes européenne et/ou africaine. Ces trois types correspondent à trois phases de créations qui se sont succédées du XVII^e au XX^e siècle :
 - les premières entités créées au fur et à mesure de la conquête
- Documents associés :** Carte des Homelands issue du rapport de 1956 de la Tomlinson Commission, Evolution des districts de recensement, Les municipalités et districts en 2001, Découpage territorial sud africain en 2001.
- Photos :** Graff Reinert, Botshabellu, Worcester, Dessin Zapiro.
- Navigation et Outils :** Accueil, Notice explicative, Cartographie dynamique, Base de données, Crédits, Aide, Drapeaux de France et Royaume-Uni.

Figure 4 : Interface graphique de l'atlas